



Etat Pied-Noir en Méditerranée

Fédération des Deux Rives

La Paix pour seul Combat

Le Chef de l'Etat

Communiqué

UNPO

(UNREPRESENTED NATIONS & PEOPLES ORGANIZATION)
(Organisation des Nations et Peuples non représentés)

Le Gouvernement Provisoire Pied-Noir en Exil (reconnaissance internationale sous cette appellation de l'Etat Pied-Noir) a été reçu le samedi 23 juin 2018 à Barcelone au siège de la Maison du Tibet par le comité directeur de cette organisation internationale.

Les deux représentants de l'Etat Pied-Noir étaient :

- Jacques Villard, Chef de l'Etat Pied-Noir et Président du GPPNE,
- André Delsol, Président du Conseil des Ministres, Vice-président du GPPNE chargé du dossier UNPO.

Les représentants de l'Etat Pied-Noir avaient été reçus une première fois à Bruxelles le vendredi 23 mars 2018 par le même comité directeur de l'UNPO.

Une commission avait été créée au sein de l'Etat Pied-Noir pour l'occasion, qui a travaillé sur un volumineux dossier de candidature remis aux autorités concernées.

La candidature à l'admission de l'UNPO avait été adressée sous la signature du Chef de l'Etat d'alors, le Professeur Pierre Granès, par lettre au Président de cette organisation, en date du 25 août 2017.

Une réponse aimable nous avait été adressée le 19 septembre 2017 par le Secrétaire Général de l'UNPO, Monsieur Marino Busdachin accompagnée d'une demande de versement de la somme de 1000 € (mille euros) correspondant à l'inscription normale de notre candidature.

Sachant que l'acceptation de cette candidature comportait le versement d'une somme de 2000 € (deux mille euros) correspondant au montant de la cotisation annuelle à cette organisation, nous avons lancé une campagne de souscription auprès de nos cadres et adhérents qui a obtenu un plein effet puisque le compte d'épargne ouvert pour la circonstance permet désormais de faire face à nos engagements.

Le Secrétaire Général de l'UNPO dans son courrier en date du 26 juin 2018 nous informe que notre candidature n'a pas été acceptée au titre de l'année en cours, précisant cependant que « d'autres opportunités de collaboration pour nos organisations émergeront dans le futur ».

Le SERES, service de renseignements et de sécurité de l'Etat Pied-Noir, nous avait informés que des pressions des gouvernements français et algériens semblaient se manifester sur certains membres directeurs de l'UNPO. L'issue de cette première approche qui est négative ne nous étonne donc pas.

Nous allons continuer notre collaboration avec l'UNPO afin de démontrer que :

- 1°) nous sommes parfaitement organisés pour répondre aux critères de l'organisation internationale,
- 2°) nous avons adopté, dans l'ensemble de nos textes de référence (la Constitution et autres), les valeurs de l'UNPO,
- 3°) nous allons bénéficier d'un territoire, d'une manière ou d'une autre,
- 4°) nous commençons à être reconnus par des Etats qui reçoivent nos délégations et nos dossiers.

Force est de constater que nous avons toujours été bien reçus par les cadres de l'UNPO et que les représentants des gouvernements savoisien, breton et kabyle nous ont manifesté une sympathie qui est réciproque.

Sisyphé, le 2 juillet 2018

Jacques Villard

Chef de l'Etat Pied-Noir

Le Directeur de Cabinet

Stéphane Parédé : stephaneparede@yahoo.fr

Publication Facebook